

L'Iran Brise l'Hégémonie Américaine dans le Golfe : Un Tournant Irréversible | Moeini & Kasradze

L'ampleur de l'erreur stratégique commise par les États-Unis en attaquant l'Iran devient peu à peu évidente, entraînant des actions de plus en plus désespérées de la part de l'axe américano-israélien. Le Dr Arta Moeini, qui connaît intimement les systèmes politiques iranien et américain, explique l'étendue de ces erreurs de calcul et leur impact sur l'équilibre régional des pouvoirs, tandis que Lasha Kasradze examine les faits sur le terrain en lien avec le Caucase du Sud. Liens : Institut pour la paix et la diplomatie : <https://peacediplomacy.org> Substack Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Produits dérivés et dons : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Chapitres : 00:00:00 Introduction 00:00:41 Assassinat de Khamenei et perspectives de guerre 00:06:53 Discussions sur la paix et revers américains 00:17:19 Résilience de l'État et de la société iranienne 00:25:44 Guerre symétrique et tension stratégique 00:31:28 Fin de l'ordre unipolaire 00:42:34 Leçons pour les alliés et la Géorgie 00:55:43 Prévisions finales et options de Trump

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Aujourd'hui, je suis accompagné de mes deux formidables collègues : la Dre Arta Moeni, de l'Institut pour la paix et la diplomatie, et Lascha Casarace, qui m'a déjà rejoint de nombreuses fois sur cette chaîne — je suis sûr que vous le connaissez. Il vient de Géorgie, et Arta, vous travaillez depuis l'Amérique du Nord. Bienvenue à vous deux.

#Lasha Kasradze

Merci beaucoup. Ravi de vous revoir.

#Pascal

Deux fois, deux fois aujourd'hui — oui, à la suite. Et Arta, j'aimerais commencer avec toi. Tu as écrit un article récemment publié sur *UnHerd* intitulé *Le dangereux martyr de Khamenei : sa mort renforcera Téhéran.* Peux-tu nous donner un aperçu de ton analyse de cet article et, plus généralement, nous dire où nous en sommes aujourd'hui, en ce 25 mars, dans la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran ?

#Arta Moeini

Oui, merci. Donc, l'article a été écrit essentiellement le lendemain de l'attaque contre Khamenei, lorsqu'il est mort, donc c'était très récent à ce moment-là. Mon interprétation était que cela allait renforcer le régime — que cela ferait de lui un martyr, une sorte de nouveau saint — et que cela rechargerait et raviverait le capital idéologique iranien au profit du régime. En réalité, cela allait plutôt consolider la République islamique que la faire tomber. Je pense que les Américains, en particulier, avaient cette idée de « l'option Venezuela » : ils pensaient décapiter la direction, puis obtenir quelqu'un de plus conciliant, qui accepterait les lignes rouges des États-Unis, ce qui signifierait que l'Iran rejoindrait le bloc américain et que tout irait pour le mieux.

Et c'est ainsi que cela a été présenté au président Trump — en gros, on lui a dit qu'il allait remporter une grande victoire et mettre fin à ce statut de paria que nous avons depuis 47 ans. Donc tout allait être formidable. Évidemment, les choses ne se sont pas passées ainsi, principalement parce que la République islamique est, ou a été, un État total moderne. C'est une entité systématique. Elle a connu des parallélismes, de multiples redondances, une sorte de stratification horizontale — ce qui signifie qu'il existe diverses institutions qui, en quelque sorte, traversent le système et le gouvernement. Il y a le CGRI, qui est une entité très puissante, et puis d'autres organisations comme les bonyads, ces fondations liées à l'économie et au système politique.

Donc, vous avez un système à plusieurs niveaux, et ce n'est pas un système fondé sur une seule personne. Les États-Unis et leur direction pensaient qu'ils allaient se retrouver soit dans une situation à la vénézuélienne, soit dans une situation à la Saddam — en gros, qu'ils allaient renverser ce qu'ils appelaient l'Ayatollah, n'est-ce pas ? Une seule personne, et ensuite le régime s'effondrerait. Ils s'attendaient à un effondrement du régime ou au moins à un changement de régime. Mais ils n'étaient pas préparés à une guerre longue et d'usure — et c'est pourtant ce qu'ils ont obtenu. L'Iran avait déjà menacé auparavant de provoquer une escalade régionale.

Et il a pu frapper immédiatement toutes les bases américaines de la région. Il n'a vraiment épargné aucun endroit, et sa stratégie était claire dès le tout début. Il a fait ce qu'il avait promis de faire. Il a commencé à frapper les radars, essayant d'aveugler les défenses américaines et israéliennes et de les submerger — non pas du jour au lendemain, mais progressivement — en leur lançant essentiellement une grande quantité de projectiles, sachant parfaitement que leurs intercepteurs atteindraient leurs limites et finiraient par s'épuiser. Ainsi, après deux ou trois semaines — maintenant dans la quatrième semaine — ils avaient calculé, sur la base de la guerre de douze jours, que les États-Unis et Israël auraient de sérieux problèmes pour faire face aux missiles balistiques et aux drones iraniens.

Et la dernière chose que je dirais — puis nous pourrions en discuter — c'est que ce n'est pas une nouvelle guerre. C'est la continuation de la guerre de douze jours. Elle a été mise en pause, puis a repris. Les Iraniens s'attendaient depuis toujours à ce qu'elle reprenne. Ils s'attendaient à la reprise des hostilités et ne se faisaient aucune illusion à ce sujet. Mais une fois la guerre déclenchée, même

si elle semblait favorable aux États-Unis sur le plan tactique — ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient, frapper les cibles de leur choix et maintenir des couloirs de supériorité aérienne —, en pratique, d'un point de vue stratégique, les gains réels issus de cette guerre ont constitué, au mieux, une victoire à la Pyrrhus pour les États-Unis. En réalité, cela a donné un levier stratégique à l'Iran, à Téhéran, en lui accordant des avantages qu'il n'avait pas auparavant.

Le contrôle du détroit d'Ormuz, la perturbation de l'économie mondiale ainsi que des réseaux énergétiques mondiaux — c'est ce qu'il va utiliser comme levier. Et pour la première fois, il peut réellement vendre des produits — des produits pétrochimiques ainsi que son pétrole et son gaz — à de nombreux pays sans avoir à se soucier des sanctions secondaires, les États-Unis semblant les suspendre ou y mettre fin. Cela a donc été une guerre très coûteuse mais stratégiquement bénéfique pour l'Iran. C'est donc une décision très discutable, très imprudente, que de mener cette guerre de choix. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Amérique. Nous y sommes allés à cause d'Israël, à cause de l'agenda personnel de Benjamin Netanyahu. Et cela pourrait bien faire sombrer la présidence Trump.

#Pascal

Oui, je veux dire, si le succès se mesure au nombre de petites écolières que l'on parvient à tuer, alors oui, les États-Unis ont clairement pris l'avantage sur ce point. Mais je pense que la question est très importante. Stratégiquement, qu'ont réellement gagné les États-Unis jusqu'à présent ? Et pendant que nous parlons, en ce 25 mars — j'ai lu, pardon, c'est en fait votre soirée du 24 mars — j'ai lu qu'apparemment, selon le New York Times, il y aurait des discussions indiquant que l'administration Trump aurait envoyé des conditions de paix, ou quelque chose de ce genre, à l'Iran. Lashad, as-tu lu quelque chose à ce sujet ? Quelle est ton opinion sur la manière dont la guerre évolue actuellement pour les États-Unis ? Petite parenthèse très rapide : j'ai récemment été banni de YouTube. Et même si je suis de retour, cela peut se reproduire à tout moment. Donc, s'il vous plaît, pensez à vous abonner non seulement ici, mais aussi à ma liste de diffusion sur Substack — c'est pascallottaz.substack.com. Le lien se trouve dans la description ci-dessous. Et maintenant, retour à la vidéo.

#Lasha Kasradze

Eh bien, j'ai écouté et lu tout ce que je pouvais à ce sujet. Mais je pense que tous les chercheurs sérieux, ou même toute personne observant la situation de manière superficielle, nient que Trump ait jamais eu cette conversation avec la direction iranienne actuelle. Je pense qu'Arthur serait d'accord sur son compte Truth Social. Je crois qu'il a complètement inventé cela — qu'il leur aurait dit qu'il leur accordait une certaine marge de manœuvre. En gros, Téhéran a nié que cette conversation ait jamais eu lieu. Mais pour répondre à votre question plus large, il s'agit vraiment de savoir où en sont les États-Unis.

Nous pouvons revenir à ce que le chef d'état-major, le général Kane, avait dit et averti. Sans parler du fait que, il y a seulement quelques jours, certains hauts responsables du renseignement ont démissionné — Cox, je crois, ou Fox, je ne me souviens plus du nom de ce monsieur — qui affirmaient que cette guerre était un désastre pour les États-Unis, ou allait en devenir un. Et que le programme nucléaire, selon eux, avait déjà été éliminé, et que l'Iran, cette fois-ci, ne laisserait pas simplement passer ce bombardement. Des avertissements émanaient de la communauté du renseignement à l'attention de l'administration, indiquant que cela allait devenir un bourbier pour l'Amérique. C'est pourquoi ils ont démissionné — ou il a démissionné. Et encore une fois, les conseils du général Kane ont été ignorés.

Et maintenant, Trump se retrouve dans cette situation. Si vous vous souvenez, il y a environ une semaine, la Corée du Sud et le Japon ont été priés de rendre certaines armes. Imaginez un peu — c'est énorme, et très embarrassant — parce qu'il y avait une pénurie dans l'arsenal militaire dont les États-Unis ont besoin. Et donc maintenant, la question est de savoir si, cette fois-ci, ils vont aller jusqu'au bout, quoi que cela signifie. Tous les experts, toutes les personnes, tous les articles que vous lisez disent que si vous voulez démanteler l'Iran, si vous voulez faire exploser tout l'État, il faut des troupes au sol. Et est-ce que l'Amérique est politiquement disposée à le faire ? J'en doute fortement.

Et Trump, je pense, le sait. Trump comprend cela. Encore une fois, je veux accorder le bénéfice du doute au président des États-Unis, car sans certaines forces, il aurait probablement évité cette guerre, n'est-ce pas ? Rappelons-nous de son attitude envers Poutine et toute la saga ukrainienne. Instinctivement, ce n'est pas un président qui souhaite ces guerres — même si cet argument devient de plus en plus faible au fil des jours et des semaines. Donc je pense que c'est un autre casse-tête. Et qu'est-ce que l'Amérique en retire exactement ? Y a-t-il des stratégies en place ? Vous savez, je pensais justement, pour rebondir brièvement sur le point d'Arta, que c'est cela, la stratégie.

Je veux dire, Edward Luttwak en parlait dans ses ouvrages célèbres — à quel point il faut aller très loin, même lorsqu'on subit d'énormes dommages en termes de souveraineté, d'infrastructures nationales, d'économie. Il y a un certain avantage qu'à l'Iran, un avantage stratégique — le détroit d'Ormuz, etc. — qu'il peut exploiter même face à une puissance militaire bien supérieure qui le poursuit. Donc je pense que, stratégiquement, l'Iran, ironiquement, a un avantage. Les États-Unis, même si l'Ayatollah a disparu et qu'ils ont éliminé l'élite théocratique en Iran, n'ont pas réussi à changer le régime, encore moins à conquérir le pays.

#Pascal

En fait, je n'en suis pas sûr. Je veux dire, Arta — l'Ayatollah est là, non ? Enfin, l'Ayatollah est mort, vive l'Ayatollah. Donc, sur le plan institutionnel, ça fonctionne plus ou moins. Et d'un autre côté... non, c'est... ouais, ouais.

#Arta Moeini

Non, vous avez tout à fait raison. Je veux dire, si vous voulez terminer votre argument — mais, vous savez, au final, les élites théocratiques, oui, elles ont décapité une personne, Khamenei père, mais tout le reste est toujours là. Et l'ironie de tout cela, c'est qu'ils ont trouvé quelqu'un pour devenir le guide suprême qui, à mon avis, ne serait jamais devenu guide suprême sans les frappes. Et, vous savez, le fils de Khamenei, qui est maintenant le guide suprême, était apparemment le seul survivant — du moins selon les médias iraniens — le seul survivant de la frappe sur le complexe. Je veux dire, rien que cela, pour les Iraniens, relève presque du miracle.

Vous savez, c'est comme si Dieu nous avait désigné le prochain dans la ligne de succession. Maintenant, cela peut sembler être une forme de propagande, mais c'est aussi important parce que, même d'un point de vue stratégique et militaire, il était en quelque sorte le chef d'état-major de Khamenei. Il savait tout. Et il n'a jamais été une figure publique — plutôt réservé, en réalité. Je parle de Mojtaba Khamenei, le fils d'Ali Khamenei, qui a été tué, assassiné. Et il a toujours agi dans l'ombre. Il semble qu'il dirige à nouveau le pays depuis les coulisses, mais il a toujours été le choix du CGRI. Il était très proche du CGRI. C'est un homme assez endurci — connu pour être un partisan de la ligne dure.

Il peut se montrer pragmatique à certains égards, mais en matière de défense iranienne, de missiles balistiques, voire du dossier nucléaire, il est connu pour être un véritable partisan de la ligne dure, et il a été le choix du CGRI. Il y a donc eu, en réalité, une lutte interne entre les personnes liées au milieu militaro-sécuritaire en Iran et celles issues de l'establishment plus théocratique — disons, plus cléricale — du pays. Ces dernières sont plus conservatrices, plus âgées, et ont moins d'appétit pour la guerre. Encore une fois, elles formaient une classe religieuse avant de devenir une classe politique. Et donc... cela semble avoir fait pencher la balance. Et Khamenei était... enfin, pour ceux qui écoutent, le système iranien n'a jamais été un bloc monolithique.

Ce n'a jamais été un système personnaliste, ni un système dirigé par un leader autoritaire et solitaire. C'était un ensemble de factions, et ces factions ont toujours été maintenues en équilibre. Et le génie de Khamenei, disons-le, a été de savoir faire cela — de gérer à la fois le volet sécuritaire, le clergé, mais aussi les modérés, les libéraux du système iranien, comme Hassan Rouhani, voire Pezeshkian. Je veux dire, Khamenei a soutenu Pezeshkian pour qu'il devienne président ; il a mis tout son poids derrière lui. Donc, encore une fois, le système iranien est assez complexe. Il est comparable au système chinois, au système soviétique, et peut-être, dans une certaine mesure, au système nord-coréen — mais c'est un État total, un système total. Ce n'est donc pas une question de personne.

#Pascal

Je veux dire par « total »...

#Arta Moeini

Oui, par « État total », j'entends un État qui contrôle ou surveille réellement tous les aspects de la société. C'est le produit non seulement de la révolution, mais aussi du modèle d'État moderne importé en Iran, qui remonte à au moins cent ans. Les Pahlavistes, d'une certaine manière, ont utilisé l'institution traditionnelle de la monarchie pour occidentaliser et moderniser le pays. La réponse à cela fut la Révolution islamique, ou iranienne, de 1979, qui a ensuite pris un caractère islamiste plus populiste. Mais ces quarante-sept années ont également renforcé le pouvoir de l'État moderne en Iran. Donc, ce n'est pas un État traditionnel, mais un État moderne, dans le sens où il dispose de multiples leviers institutionnels. Il possède des institutions parallèles. Là encore, l'autorité n'est plus divisée entre le bazar, le domaine économique, le domaine culturel, le domaine religieux — tout est fusionné. On obtient donc, en somme, le Léviathan de Hobbes dans un pays comme l'Iran.

#Pascal

Je veux juste poser la question, parce que ça m'intéresse vraiment — quelle marge de manœuvre y a-t-il, en fait ? L'autre soir, j'ai dîné avec un ami iranien très proche, et il voulait m'apporter du vin iranien. Il n'a pas pu en trouver, mais il en parlait, et j'ai été surpris. Je lui ai dit : « Ah bon, du vin iranien ? Je pensais, tu sais, pays musulman — pourquoi produisez-vous du vin ? » Et il m'a regardé et m'a dit : « Écoute, Pascal, la viticulture, surtout dans le nord, est bien plus ancienne que l'islam. » Alors, quelle marge de manœuvre existe-t-il réellement pour la société et ces institutions, entre toutes les règles et réglementations, pour faire ce qu'elles ont à faire et vivre, tu vois, de manière à... enfin, à être résilientes face à quelque chose comme ces attaques qui arrivent maintenant ?

#Arta Moeini

Parlez-vous de la résilience face aux attaques américano-israéliennes, ou parlez-vous des dynamiques internes ? Parce que ce sont deux situations différentes. Quand on parle du volet intérieur — si l'on peut prendre un peu de recul — l'Iran est aujourd'hui une société profondément polarisée. Il y a ce côté libéral, tourné vers l'Occident, que nous avons vu, vous savez, quand nous étions en Géorgie avec Lasha il y a quelques mois, et qui a vraiment ce type de caractère. C'est un profil très géorgien — des gens peu religieux, ouverts, qui boivent, qui ne s'identifient pas à un État musulman ni à un peuple musulman. Et puis, il y a la partie très islamique de la société. Ces deux côtés vivent donc véritablement dans deux mondes ontologiques différents.

Ils ne sont pas sur la même longueur d'onde. C'est pourquoi il existe ces fractures qu'Israël et la propagande israélienne essaient d'analyser et d'exploiter. C'était la base des manifestations que vous avez vues — la raison pour laquelle elles sont devenues meurtrières, c'est qu'ils ont utilisé la population plus urbaine, bourgeoise et occidentalisée contre l'État. Mais mon point est que l'État en Iran a toujours été un État bureaucratique, un État profond, comme l'État chinois. L'État perse est très ancien et enraciné, mais l'État moderne présente des caractéristiques très différentes — tirant

son autorité de diverses dimensions : culturelle, économique et religieuse — et fusionnant, concentrant tout cela dans ce paradigme de l'État.

Et puis, l'État est partout. Ce n'est pas une personne. Donc, peu importe combien de personnes vous tuez, il y aura toujours cette entité appelée l'État iranien. Et l'État iranien — même si vous le faites s'effondrer — continuera sous forme d'insurrection avant de revenir. C'est pourquoi je me réfère à d'autres exemples d'États modernes que nous avons connus. Il sera très difficile de transformer l'État, le gouvernement en Iran, de procéder à un changement de régime sans l'adhésion des élites. Un changement est possible, mais ce serait un changement du type de celui que Deng Xiaoping a opéré en Chine après Mao. La société chinoise d'aujourd'hui est très différente.

#Pascal

En 1979, ils ont changé, non ? Il y a eu un grand tournant, et cela a fonctionné parce qu'à l'époque, en 1979, les élites avaient adhéré.

#Arta Moeini

Oh, non, non, non, je parle d'aujourd'hui. L'État iranien était un projet semi-accompli. Depuis 1979, il est devenu un État total moderne. En 1979, c'était un État pseudo-moderne, et comme il était personneliste—uniquement lié au Shah et à son propre pouvoir personnel—une révolution moderne a suivi. Je pense que la plus grande, en termes de la plus vaste révolution du XXe siècle, a eu lieu en Iran. C'était une révolution populiste, une révolution souverainiste. Elle réclamait l'indépendance à la fois vis-à-vis de l'Ouest et de l'Est—en gros des deux blocs, les Soviétiques et les Américains.

Et dès le tout début, elle s'est retrouvée dans une sorte de choc des civilisations, surtout avec l'Amérique, car l'Amérique avait investi dans le fait que l'Iran fasse partie de ses dispositifs de sécurité. Et c'est ainsi que tout a changé. L'État iranien, depuis 1979, sous Khomeiny puis Khamenei, est devenu de plus en plus institutionnalisé et systématisé, au point que, encore une fois, on parle souvent de théocratie en Iran. Mon argument a toujours été qu'il ne s'agit pas d'une théocratie. C'est en réalité un État très moderne, un régime césaropapiste.

Ainsi, c'est l'autorité politique qui utilise la religion presque comme le chef d'État hobbesien, plutôt qu'une situation à la manière du Vatican où le pouvoir politique opère à l'intérieur du domaine du système religieux. En réalité, si l'on y réfléchit aujourd'hui, ce que Khamenei a fait, c'est, d'une certaine manière, tout rassembler et tout politiser. Cette politisation constante du gouvernement — puis de la vie — est ce que j'appelle la totalisation de la société. Et c'est quelque chose qui se produit à l'intérieur de l'Iran. Il existe donc bien ces institutions de l'establishment clérical chiite, par exemple à Qom. Mais Qom ne contrôle pas Téhéran.

Téhéran contrôle Qom. C'est ce que nous voulons dire lorsque nous affirmons que le pouvoir politique est souverain, englobant et dominant sur l'establishment religieux. C'est pourquoi le

tournant idéologique de Khomeiny dans le chiisme est si important — parce que le chiisme, historiquement, est quiétiste. Comme les luthériens en Allemagne, comme Martin Luther, ils disaient qu'il n'était pas nécessaire de s'impliquer en politique. Le politique relève de la sphère temporelle ; nous appartenons à la sphère religieuse, au plan spirituel. Khomeiny a changé cela. Il a déclaré, à travers cette théorie de la jurisprudence de la tutelle des juristes, que les juristes protégeraient la société politique jusqu'au moment où le sauveur reviendrait — le douzième imam, qui est caché et en occultation.

Cette situation était donc provocatrice et même hérétique pour certains chiites. C'était une innovation pour de nombreux érudits et ayatollahs chiites. Aucun des principaux ayatollahs — aucun d'entre eux, à part Khomeini — ne l'a acceptée. Ils y voyaient une rupture avec la tradition. Il n'y en a donc eu qu'un seul qui l'a acceptée, et il était censé être le successeur de Khomeini, mais ils l'ont finalement écarté parce qu'il s'opposait à nombre de leurs propres directives politiques et étatiques, ainsi qu'à ce que Khomeini voulait faire. C'est une situation très complexe, mais je pense que tout le monde devrait savoir qu'il s'agit en réalité de la concentration de l'autorité dans la sphère politique.

Cela a été justifié par Khomeiny dans le cadre d'un nouveau chiisme beaucoup plus actif et beaucoup plus universaliste, non quiétiste. Et pourtant, l'origine de la révolution — qui rassemblait des gauchistes, des conservateurs, des nationalistes, voire des athées — était une révolution souverainiste contre l'ordre bipolaire et contre le fait que l'Iran soit si étroitement lié à un seul camp. Et, vous savez, l'une des plus grandes influences sur la révolution iranienne fut Heidegger — Martin Heidegger — et son idée d'authenticité. C'est donc un contexte très différent. C'est pourquoi je dis que la révolution en Iran a été mal comprise dès le départ, et qu'elle continue de l'être, aussi bien par ses défenseurs que par ses opposants.

#Pascal

Merci, Arte. C'est une quantité d'informations de contexte très, très précieuses — vraiment, énormément. Parlons peut-être un peu de ce que nous avons appris, de la manière dont cette guerre évolue. Le commentateur français Arnaud Bertrand a fait remarquer aujourd'hui, ou peut-être hier sur Twitter, que ce qui est nouveau dans cette guerre, c'est qu'elle ne se déroule pas comme celles que nous avons connues auparavant. Les États-Unis ont mené de nombreuses guerres dans la région. Ils en ont mené à l'est, en Afghanistan, et à l'ouest, bien sûr, en Irak, en Syrie, en Libye, et ainsi de suite.

Ce qui se passait généralement dans ces théâtres, c'est que, vous savez, le groupe attaqué devait se replier dans la guérilla. Au Vietnam aussi, c'était une guerre de guérilla contre les États-Unis, parce que les États-Unis disposaient d'une puissance écrasante. Maintenant, cette fois-ci, il ne semble pas—après un mois—que cela ait encore évolué dans ce sens, n'est-ce pas ? Les Iraniens ripostent avec des armes très sophistiquées. Il n'y a pas encore de troupes au sol. Que pensez-vous de ce type de guerre plus symétrique—en fait, bien plus symétrique—que les autres guerres du passé ?

#Lasha Kasradze

Eh bien, je pense que cette question relève probablement davantage des stratèges et des experts militaires. Je peux simplement vous donner mon avis là-dessus. D'un point de vue stratégique, nous savons qu'à ce jour, l'Iran a eu l'avantage grâce à son pétrole, à sa position géographique et au détroit d'Ormuz — à ce qu'il peut y faire. Même l'île de Karg est désormais évoquée comme un point potentiel sur le terrain, avec la possibilité d'y envoyer des Marines. On met en garde Washington contre cette idée. Donc, à cet égard, je pense que l'Iran bénéficie d'un avantage. Il est clair que nous savons qu'il s'agit d'une puissance plus faible — c'est ce qui est fascinant dans toute cette affaire — et pourtant, il oppose une résistance sérieuse. Il peut gêner la journée de l'Occident, ou celle de l'Amérique, si l'on veut, du moins pour l'instant.

Psychologiquement, on a envie de se dire : comment l'Amérique pourrait-elle ne pas gagner ça, n'est-ce pas ? Mais ensuite, si l'on regarde de plus près, on obtient une image plus claire des raisons pour lesquelles cela pourrait être un processus très complexe et long pour Washington. Et il faut dire que personne n'aide. Est-ce que vous—je veux dire, est-ce que vous seriez d'accord avec ça ? Nous avons ici les États du Golfe ; j'en ai parlé plus tôt, Pascal. Nous avons ici le Moyen-Orient, qui est censé être d'un intérêt vital pour la sécurité nationale des États-Unis. Et pourtant, Washington—dans la Maison-Blanche de Trump—semble se laver les mains des États du Golfe alors que l'Iran les bombarde. C'est aussi un paradoxe, car d'un côté, il est censé protéger cette région de toute menace, et encore plus de l'Iran. Donc pour moi, c'est ça, la question : pourquoi laisse-t-on faire cela ?

Deuxièmement, où en est l'Europe dans tout cela ? Vous savez, je pense que les alliés avec lesquels l'administration Trump a en quelque sorte détruit ses relations — on pourrait dire que, stratégiquement, l'Ukraine a été utilisée pour affaiblir l'Europe — mais je ne vais pas entrer dans tout cela maintenant. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas vu de soutien massif de la part des puissances occidentales et des alliés traditionnels. Je reviens sans cesse à la première guerre du Golfe, lorsque Bush père a empêché — enfin, quelles qu'aient été les dynamiques en coulisses, les raisons pour lesquelles Saddam Hussein a fait ce qu'il a fait — ils ont immédiatement étouffé l'affaire dans l'œuf. Ils ont essentiellement chassé Saddam, lui ont donné une gifle et l'ont averti. La deuxième fois, Saddam n'a pas eu cette chance.

Mais on observe simplement ce processus très étrange où, en gros, il s'agit d'Israël et des États-Unis. Et même Washington, je dirais, ne veut pas que cela continue. Donc, il ne reste qu'Israël. Et ensuite, si la rupture se produit — ce qui est très improbable — mais si cela arrive, et que Trump dit : « Je ne veux plus continuer ainsi » ou « Ce n'est pas gagnable, nous allons simplement détruire non seulement le pays, dont malheureusement personne ne se soucie, mais qu'en est-il de l'argent ? Qu'en est-il de l'économie ? » Bien qu'on dise que certaines personnes aux plus hauts niveaux du pouvoir américain gagnent de l'argent grâce à cela, par le biais d'actions ou en jouant sur les fluctuations des prix du pétrole — quoi qu'il en soit — quelle est la voie durable pour aller de l'avant ? Et qu'est-ce qu'Israël va faire s'il est, pour ainsi dire, abandonné ?

Très improbable, encore une fois, mais il y a eu des discussions sur l'éventualité qu'Israël utilise une arme contre l'Iran. C'est donc un grand désordre. Mais la question plus large, comme nous le savons aussi, n'est-ce pas, celle qui plane en arrière-plan, est la suivante : est-ce également dirigé contre la Chine et la Russie ? Cela est-il aussi lié à la stratégie traditionnelle qui remonte à des siècles — disons, la Grande-Bretagne et l'Empire britannique — consistant à s'allier et à collaborer avec les Ottomans pour affaiblir la Russie ? Cela s'inscrit-il dans cette vieille philosophie visant à affaiblir, par exemple, la Russie de Catherine la Grande, qui perdure jusqu'à aujourd'hui ? S'agit-il d'une sorte de grande stratégie selon laquelle la Russie et la Chine doivent être affaiblies au point qu'Israël, les États-Unis, puis Bruxelles puissent ensuite suivre et contrôler la région ?

#Pascal

Désolé, c'est un très bon point. Je veux juste te demander ce que tu en penses. Il y a un argument qui dit que, en gros, la façon dont Trump agit maintenant, ce n'est pas seulement qu'il attaque l'Iran, mais qu'il jette aussi tous les États du Golfe sous le bus — tous ensemble — du genre : « Allez-y, brûlez, je m'en fiche. » Franchement, presque fermé : « Je m'en fiche. C'est mauvais pour la Chine, c'est bon pour nous, les prix montent, c'est parfait. » Tu y crois, toi ? Ou bien est-ce simplement que tout part complètement en vrille et qu'on essaie d'y voir une sorte de stratégie génial ? Tu es en sourdine, Arta. Tu es en sourdine.

#Arta Moeini

Oui, donc je pense que la manière d'aborder ce système, de façon systémique, est très différente. Israël a une compréhension très myope de la stratégie. Vous savez, je dis parfois en plaisantant que mon point de vue réaliste sur les intérêts israéliens remonte aux stratèges israéliens des années 1980, car ils avaient une vision large et à long terme. Ils se souciaient beaucoup de ce qui allait se passer dans vingt ans, contrairement à la version actuelle d'Israël, qui est très myope. Mais du point de vue américain, je pense que nous avons déjà établi que ce qui est dans l'intérêt d'Israël — et Israël souhaite un effondrement de l'Iran, une guerre civile en Iran, voire une « syrianisation » de l'Iran — rien de tout cela n'est dans l'intérêt des États-Unis.

Et je pense que cela a été clairement exprimé par l'Iran, ainsi que par diverses sources américaines au sein du gouvernement à ce jour, y compris Ratcliffe, le directeur de la CIA, et des personnes qui ont quitté l'administration, comme Joe Kent, qui a héroïquement démissionné à cause du fiasco. Il y a donc beaucoup de désaccords au sein de l'administration sur le véritable objectif de cette action, car, encore une fois, nous nous y sommes engagés, à mon avis, sans réelle préparation. Nous avons un plan à court terme ; nous n'en avons pas vraiment à long terme. Mais de mon point de vue, en adoptant une perspective plus historique et systémique, le moment unipolaire a commencé avec la première guerre du Golfe en 1991. Cela a annoncé au monde que nous étions la puissance unipolaire et que personne d'autre ne pouvait nous défier. Et peu après, nous avons des bases partout au Moyen-Orient.

Nous avons également encerclé l'Iran. Nous avons clairement indiqué que nous étions le pays qui allait protéger tout le monde. C'était l'aboutissement de la doctrine Carter. L'idée était qu'au lieu de se concentrer sur les grands États historiques et naturels de chaque région — les puissances moyennes ou régionales qui ont pour tâche historique de s'équilibrer mutuellement et de stabiliser la région — nous allions commencer à injecter de l'argent et à établir des bases avancées dans nombre de ces petits États, pour la plupart artificiels, créés après la Seconde Guerre mondiale. Nous en avons essentiellement hérité de l'Empire britannique, si l'on regarde les États du golfe Persique. Et nous allions projeter la puissance américaine, projeter l'empire américain, dans toutes ces différentes régions.

Nous avons donc l'Ukraine en Europe de l'Est, Taïwan en Asie de l'Est, un ensemble d'États dans le golfe Persique, ainsi qu'Israël, qui est clairement un petit État ayant agi, du moins au départ, comme un avant-poste. On le considérait en quelque sorte comme un État américain dans la région. Cette image — celle de 1991 — a changé depuis : la situation en Serbie, le bombardement de la Serbie, les évolutions de la posture de la Russie, puis évidemment le 11 septembre, la guerre en Irak de 2003, la crise financière de 2008. Depuis un certain temps déjà, les signes annonçaient la fin du moment unipolaire. Et j'ai écrit cela, je l'ai soutenu — je crois même te l'avoir déjà dit — que la guerre en Ukraine a été l'un des premiers signaux d'alarme de la fin du moment unipolaire.

Et ce processus nous a poussés vers une grande transition, et je crois maintenant que cette guerre — cette deuxième guerre d'Iran, si l'on part du 12 juin, la guerre de douze jours en juin, ou si on la considère comme la troisième guerre du Golfe persique — cette guerre en Iran, la guerre américano-israélienne en Iran, est la rupture, l'aboutissement de la fin. Nous sommes désormais sur un autre terrain. Et nous voyons donc des ajustements stratégiques qui en témoignent. L'un d'eux est — eh bien, je pense que nous pouvons examiner stratégiquement les gagnants et les perdants. Israël considère tout affaiblissement ou toute instabilité dans la région comme une victoire, donc c'est une question d'un autre ordre. Ce n'est pas très stratégique, mais c'est ainsi qu'ils le perçoivent à ce stade. Mais du point de vue américain, la Russie a été renforcée. Nous leur avons permis de vendre leur pétrole à un prix bien plus élevé. Toute l'idée des sanctions a disparu. Nos avant-postes dans le Golfe persique ont été décimés — et encore plus que nous.

Et d'ailleurs, le détroit d'Ormuz est désormais entièrement sous le contrôle de l'Iran. Cela ne s'était jamais produit dans l'histoire iranienne moderne, car il y avait toujours l'Empire britannique, puis l'Empire américain qui avait en quelque sorte hérité de ce rôle. L'Iran n'avait donc jamais occupé cette position — il ne cherchait pas la confrontation et hésitait beaucoup à entrer en guerre. Cela n'avait jamais été une possibilité auparavant. Mais aujourd'hui, en raison de la fin du moment unipolaire et grâce à la résistance et à la résilience de l'Iran, cette nouvelle situation dans le golfe Persique est devenue une réalité. Les plus grands perdants sont les pays du CCG du golfe Persique, et ils sont divisés.

Alors le Qatar et le Koweït regardent autour d'eux et se disent : vous savez, nous avons dépensé des milliards avec les États-Unis — en les hébergeant, en investissant dans l'économie américaine, en y injectant des pétrodollars pour la maintenir à flot, pour investir dans l'IA et les centres de données. C'est en fait le système de Ponzi de l'économie mondiale que tout le monde devrait connaître. Voilà l'idée néolibérale : nous prenons cet argent de l'énergie et nous le réinjectons dans l'économie américaine, et l'économie américaine, à son tour, vend des biens militaires, des missiles, des armes et des avions à ces pays. C'était une illusion de sécurité et de sûreté — mais c'était une illusion, un mirage.

Il est très clair que la géographie règne — que l'Iran dispose d'une profondeur stratégique, d'avantages géographiques, d'une position dominante — et qu'il peut détruire ces pays s'il le souhaite. Et ces pays sont très vulnérables. Peu importe combien d'argent on dépense, on reste une oasis dans le désert. Ce qui a changé, c'est la position du Qatar et du Koweït, qui se disent : eh bien, ce n'est pas de la sécurité ; en réalité, nous sommes dans une situation pire aujourd'hui. S'éloigner de la garantie de sécurité américaine est ce que certains de ces pays du CCG vont désormais exiger. Oman a toujours été sceptique quant au fait que c'était la bonne voie, car Oman est un royaume ancien — ce n'était pas l'un de ces États créés.

Elle avait l'expérience de traiter avec les Romains, les Ottomans et les Perses. Et c'est donc ce que l'on obtient. Même chose avec la Géorgie — nous avons eu cette conversation à Tbilissi également. Leur neutralité faisait partie intégrante de leur identité historique. Ensuite, il y a l'Arabie saoudite avec le modèle omanais, mais il y a aussi les Émirats arabes unis. Je pense que les Émirats sont le seul pays entièrement attaché à cette vision israélienne de la région — celle d'un petit État qui souhaite voir les grands États de la région, y compris l'Arabie saoudite, d'ailleurs, si l'on se souvient des récents différends entre les Saoudiens et les Émiratis — être fragilisés de l'intérieur.

Ainsi, ce nouvel ordre est un ordre dans lequel l'Iran sera une puissance régionale, et la Turquie, l'Égypte et le Pakistan le seront également. L'Amérique devra résister et se retirer — quitter de plus en plus le golfe Persique — pour se concentrer, comme le dit la NSS, sur l'hémisphère occidental. Et il est très clair que la Chine et la Russie aussi comprennent qu'elles doivent contrôler leurs propres régions, en particulier leur voisinage proche. C'est donc un nouveau monde. C'est un monde multipolaire, dans le sens où il s'agit en réalité d'un monde plus régional, dominé par des puissances moyennes et grandes ainsi que par des États civilisationnels.

#Pascal

Oui. Et, tu sais, Lasha, je veux dire, on en a déjà parlé hier, mais il y a cette pression sur les États pour qu'ils tirent une leçon très intéressante — à savoir qu'être une base avancée de déploiement pour les États-Unis peut te rendre moins sûr, pas plus. Même au Japon, tu sais, la Première ministre Takahichi est allée à Washington l'autre jour, non ? Et elle est revenue très fière, disant : « Regardez, j'ai expliqué au président des États-Unis que nous avons l'article 9 dans notre

Constitution, qui nous interdit de déployer des troupes en dehors du Japon », alors qu'elle-même est celle qui veut le modifier. Mais je pense que la pièce est enfin tombée : cet article peut en réalité être utilisé de manière stratégique, pour éviter d'être trop impliqué. Et Lasha, d'une certaine manière, n'est-ce pas là la leçon que la Géorgie a apprise ? En 2008 — ce qui s'est passé, et comment la Géorgie était au bord du gouffre, je veux dire, Tbilissi était sur le point d'être envahie. Et ça, ce n'est pas de la sécurité, n'est-ce pas ? Peux-tu en parler ?

#Lasha Kasradze

Oui, absolument. Oui, j'allais dire que nous en avons parlé plus tôt, en partie à propos de certains points qu'Arta avait soulevés. Oui, écoute... quand nous en avons discuté, je me souviens avoir dit que j'attribuais le choix de la Géorgie de ne plus s'impliquer dans toute cette idéologie et propagande libérale internationaliste au fait que le système international a changé — dans une large mesure. Oui. Mais rapidement, je voulais aussi revenir sur ce qu'Arta a dit plus tôt à propos du moment où tout cela a commencé. Pour ma part, je remonterais à 2008, lors de l'invasion de la Géorgie par la Russie, la guerre des Cinq Jours. Et ensuite, nous nous souvenons de 2014 — la révolution du Maïdan — deux événements très tragiques et horribles.

Et puis, en février 2022, il y a eu l'invasion — la soi-disant opération militaire spéciale. Oui. Mais je pense que cela se préparait depuis un moment et, statistiquement, si ma mémoire est bonne, la Géorgie a été en quelque sorte la première à être sacrifiée. C'était à la fin de la folie Bush–Wolfowitz–Rumsfeld–Cheney, qui touchait à sa conclusion. Vous savez, c'était un peu l'apogée de ce que la Russie a fait — une revanche, quelle que soit la manière dont on la perçoit, directe ou indirecte, explicite ou implicite, pour l'incapacité de la Russie à faire quoi que ce soit dans les Balkans avec la Serbie. Et puis, il y a simplement la peur fondamentale et traditionnelle d'une ancienne superpuissance — désormais une grande puissance régionale, un État nucléaire — qui dit : « Regardez, ces gens continuent de s'approcher de nos frontières, continuent de nous mentir. »

Poutine, comme nous le savons tous, a tout fait à partir de 1999, après être devenu président, pour supplier en quelque sorte la Maison-Blanche de Bush d'accepter la Russie — admettant que la Russie avait perdu la guerre froide et voulait faire partie de l'Occident. Le remarquable ouvrage de Mary Elise Sarotte, **Not One Inch**, en parle. Nous connaissons donc l'histoire des mensonges et des manipulations, ainsi que la manière dont certains universitaires de la côte ouest — à Stanford, peut-être dans une moindre mesure à Harvard — continuent de défendre cette position, sans parler de certains think tanks traditionnels de Washington qui persistent à nier, à défendre et à détourner la vérité, en somme.

Vous savez, l'idée que Poutine se soit simplement réveillé un jour en se disant : « Je vais marcher là-bas — j'ai un pays pauvre, j'essaie de le relever après ce qu'il a traversé au début des années 1990 — et pourtant je vais me lever un matin et dépenser des ressources que je n'ai pas pour envahir un

immense pays voisin, l'Ukraine. » Ce n'est pas ce que Poutine voulait. Mais encore une fois, c'était une question de survie, et des lignes rouges devaient être tracées. La Géorgie a été la première. Et ensuite, que s'est-il passé ? Nous avons vu ce qui s'est passé.

La Géorgie, sur le plan géopolitique, est passée de mal en pis, et nous savions qui les John McCain de ce monde — et tous les autres — soutenaient en Géorgie : le régime de Saakachvili. C'était une folie totale, ce qui se passait. Et ensuite, il y a eu le Maïdan. Là aussi, Poutine a, en gros, gagné. Et maintenant, nous avons l'Ukraine. C'est donc un schéma. Bien sûr, maintenant, nous parlons du Moyen-Orient, mais il ne serait pas exagéré de tout regrouper dans une seule vision stratégique visant à affaiblir la Russie, voire à la détruire complètement. Mais rappelons-nous que toute cette thèse s'effondre quand on se demande : vont-ils détruire la Russie ? Non, car même lorsque la Russie était à terre, elle a tout de même réussi à incorporer — brutalement — le Caucase du Nord, la Tchétchénie, puis l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie.

Donc, même pendant les années 1990 — du milieu à la fin des années 1990 — la Russie a réussi, vous savez, à consolider sa position dans la région, en disant : « C'est ma sphère d'influence traditionnelle, point final. Peu importe à quel point je suis pauvre, je vais défendre cette région. » Et je le crois. Bien sûr, la Russie a joué un rôle dans les mouvements séparatistes et dans l'affaiblissement de la Géorgie ainsi que dans le conflit du Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Mais en même temps, il y avait largement de quoi discuter de géopolitique et d'intérêts de sécurité nationale. Il y avait suffisamment de marge — ou il aurait pu y en avoir — pour éviter cet idéalisme extrême du début des années 1990 et les fausses promesses. Et maintenant, pour conclure, ce sont ces mêmes promesses qui séduisent Pashinyan. Donc, vous savez, Poutine — je crois qu'il y a quelques jours à peine, Poutine et Pashinyan, ne me citez pas là-dessus, mais je l'ai vu sur les réseaux sociaux — ont eu une conversation.

Je veux dire, on ne peut qu'imaginer. Il est tout à fait plausible de penser que Poutine ait pu dire : « Tu peux faire semblant de vouloir faire ce que tu veux avec la France, avec l'Occident collectif, avec la façon dont ils essaient de t'intégrer dans cette équation du monde turcique avec la Turquie, l'Azerbaïdjan et Israël. Très bien, joue à ce jeu — mais tu connais les lignes rouges. » Cela ne me surprendrait pas. J'entends presque Poutine dire exactement cela à son partenaire bien plus jeune. Alors, à quoi pense Pachinian ? Je n'en sais rien. Mais en ce qui concerne le voyage de Trump et les projets géoéconomiques allant de l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan puis à la Turquie — si l'Iran tombe, ce ne sera pas bon pour l'Arménie. Ce ne sera pas bon pour la Russie.

#Pascal

Pas parce que la Russie fera quelque chose, mais à cause du contrôle.

#Lasha Kasradze

Ils perdront complètement la capacité de contrôler la région ou d'y avoir la moindre influence. Si l'Iran, d'une manière ou d'une autre, était démantelé ou simplement complètement... oui. Donc, nous connaissons cette équation, n'est-ce pas ? En gros, nous savons où en sont les choses.

#Pascal

Oui, c'est vrai. Alors, Arthur, veux-tu réagir à cela — et aussi au lien entre les deux guerres dont tu as déjà parlé, n'est-ce pas ? Le changement, ou la rupture, comme tu l'as appelée.

#Arta Moeini

Oui, donc, je veux dire, je suis d'accord avec beaucoup de choses que Lasha a dites. Ma suggestion, c'était que tout cela a en fait eu un effet boule de neige, n'est-ce pas ? Ça a commencé dans les années 1990, et c'est à ce moment-là qu'on a commencé à voir que les choses allaient mal tourner — que ce serait le genre de surextension et d'hubris dont tous les empires finissent par être victimes. Avec Belgrade, avec la Serbie, avec le bombardement de la Yougoslavie et l'implication de l'OTAN — et dans l'accord qu'ils ont conclu avec la Russie — au final, cela a sauvé l'OTAN, si on le voit de cette manière. Mais cela a vraiment changé la perception de Poutine. Quelque chose s'est déclenché chez lui. Parce que je dis toujours que Poutine, comme beaucoup de ces gens, de ces États et de leurs dirigeants, est fondamentalement un libéral. Poutine voulait s'entendre avec l'Occident, voulait en faire partie.

Ils ne cessent de parler du droit international. Ils continuent d'en parler parce qu'aux États-Unis, l'impression est que—par exemple, j'ai cet autre article que tu pourrais peut-être citer—j'ai aussi entendu parler du libéralisme de « l'axe du mal ». Tous ces États, en particulier la Chine, la Russie et l'Iran, qui sont tellement diabolisés—mon argument, en réalité, c'est qu'ils croient au fantasme, et de mon point de vue cela a toujours été un fantasme, du droit international, de l'acceptation équitable de la loi et de l'égalité devant la loi, bien plus que les Américains eux-mêmes, n'est-ce pas ? Et donc, quand ils en parlaient, jusqu'à la fin—je crois jusqu'à la dernière semaine de la vie de Khomeiny—il disait que les crimes américains devaient être consignés par écrit, et qu'il fallait aller devant la CPI et le Tribunal international pour y plaider.

Ainsi, cette croyance en le cadre juridique international comme entité équitable s'étend réellement à tous ces États adversaires, supposément anti-occidentaux. Mais c'est intéressant, car lorsque l'effondrement systémique se produit, ce sont les États-Unis eux-mêmes, avec Israël, qui démantèlent le régime international qu'ils avaient créé. Et l'illusion d'équité — qui n'a jamais été qu'une illusion — s'est simplement dissipée. Désormais, l'Amérique dit très ouvertement : vous savez quoi, pourquoi ne pas simplement prendre l'île de Hark, puisqu'elle a du pétrole ? C'est comme si toutes les choses que les gauchistes disaient depuis longtemps — que tout tourne autour du gain matériel et des ressources — étaient devenues une sorte de caricature d'elles-mêmes.

Et donc, vous savez, je crois vraiment que nous avançons dans cette direction, mais c'est en partie parce que l'Amérique — sous le libéralisme international, puis sous une forme de mondialisme qui se soucie peu de la démocratie ou des règles internationales — cherche simplement à projeter sa force, à dominer et à se comporter comme une puissance intimidante et brutale, n'est-ce pas ? Une sorte de diplomatie de la canonniers à l'échelle mondiale. Elle essaie en quelque sorte d'adopter cela comme modèle américain. Mais je pense que cette vision « boltonienne » de la politique étrangère américaine — selon laquelle nous sommes des acteurs unilatéraux, que nous pouvons faire ce que nous voulons, que nous sommes la plus puissante armée et que, par conséquent, nous pouvons tout nous permettre — ne fonctionne pas, parce qu'on ne peut pas projeter autant de puissance uniquement par une campagne aérienne, comme on le voit. Et toutes les autres puissances régionales et intermédiaires le savent aussi.

#Pascal

Oui, et tu sais, c'est vraiment intéressant. Je veux dire, Lasha, c'est toi qui m'as un jour fait remarquer que le principal problème de la Géorgie, c'est que les États-Unis refusent d'accepter un « oui » comme réponse. Peu importe à quel point la Géorgie essaie de plaire aux États-Unis, ce n'est jamais suffisant. Il faut toujours aller un pas plus loin. Et puis, au final, quand on met en œuvre ces réformes libérales chez soi, on finit par devoir mettre quelqu'un comme Saakachvili en prison, n'est-ce pas ? Il faut simplement éradiquer la corruption, qui alimente en réalité le processus d'adhésion à ces règles imposées par les États-Unis. Pour conclure la discussion — tes dernières réflexions, Lasha, deux minutes, puis Arta.

#Lasha Kasradze

Bien sûr. Pour revenir à votre point, ce même problème — d'après mes lectures et mes recherches de base sur l'Iran — je vois ces parallèles. Prenons simplement, eh bien, cela remonte au XVIII^e siècle, mais concentrons-nous sur le XX^e. Il y avait cet espoir, cet espoir persistant que l'Amérique accepterait l'Iran, ce pays exotique qui fabriquait de magnifiques tapis persans — la « diplomatie du tapis », comme on l'appelait dans les années 1920, 1930 et 1940. Vous savez, les États-Unis commençaient enfin à s'intéresser à l'idée d'explorer ce royaume mystérieux. L'idée était que les Turcs étaient opposés à l'Iran, et Washington détestait cela. L'Iran était perçu comme une puissance anti-impérialiste, anti-impérialisme britannique, qui était elle-même encore en formation. Et ainsi, une sorte de diplomatie d'influence douce se mettait en place entre les deux pays, suscitant des sentiments de sympathie envers les Perses.

Et puis, ils ont fini par commencer à comprendre la région et le pays. Et, vous savez, eh bien, l'histoire ne se répète pas, n'est-ce pas ? En philosophie et en science politique, comme nous le savons, elle rime. Et nous voyons cela aujourd'hui avec la Géorgie — ou, dans le cas de l'Iran, par exemple — lorsque les États-Unis envoyaient tous ces financiers pour faire face à l'incompétence et à la corruption de la dynastie Qajar, pour « remettre de l'ordre dans la maison », pour ainsi dire. Certains de ces professionnels du Département d'État — Baskerville, je crois, Howard Baskerville —

sont devenus ces protecteurs idéalistes de la culture iranienne, luttant pour un peuple épris de liberté, en somme ce que Bush appelait autrefois « les épris de liberté ».

Et puis, lorsque la Révolution constitutionnelle de 1906 a eu lieu, ce type se battait du côté des forces démocratiques en Iran — c'est-à-dire contre le Shah et contre l'autocratie. Et il était soutenu et présenté depuis Washington comme, vous savez, en quelque sorte « notre homme à Téhéran ». Sans parler du fait qu'il se tournait vers — enfin, sans parler — je vais juste finir là-dessus — une attitude très similaire, vous savez, je dirais, à celle des néoconservateurs envers la Géorgie. Des gens épris de liberté. Nous devons laisser à ces peuples, leur léguer la liberté qu'ils méritent, vous voyez. Mais à quel prix ? De quoi parle-t-on ici ? Juste pour être abandonnés ensuite. Voilà, c'était ma tirade. C'étaient mes deux dernières minutes.

#Pascal

Merci pour le dernier coup de gueule d'Asha. Arta, à toi pour ton dernier coup de gueule.

#Arta Moeini

Euh, où devrais-je en venir ? Enfin, écoutez, je pense qu'au fond je veux simplement clarifier où nous en sommes dans cette guerre. Peut-être pour revenir au point de départ : la guerre ne s'est pas, et n'a pas, déroulée comme quiconque l'avait prévu. On pensait qu'il s'agirait d'une intervention coûteuse, ou, comme Trump l'a appelée, une excursion — ou une incursion, selon le mot qu'il a employé par erreur. Mais cela n'allait jamais vraiment aboutir à un changement de régime. Cela devait toujours être très coûteux.

Et maintenant, il se retrouve dans une situation très difficile, où l'Amérique perd de l'influence stratégique d'heure en heure, de jour en jour. Elle joue le jeu de l'Iran, et elle n'a pratiquement que deux options. Soit elle se retire et laisse les choses suivre leur cours, en gros pour limiter les pertes — et comme c'est Trump, il peut dire : « Vous savez, j'ai tué — combien ? — j'ai tué leur dirigeant suprême, le gouvernement est tombé, j'ai fait un changement de régime parce que j'ai remplacé untel par son fils. Voilà le changement de régime. Et leur marine a disparu », et ainsi de suite. Et peut-être aussi que, s'il était vraiment intelligent et rusé, il dirait : « J'ai promis l'Amérique d'abord, et c'était un coup de maître en 4D pour nous permettre de quitter le Moyen-Orient. J'ai utilisé les Iraniens, et maintenant nous coopérons — j'ai dit aux Iraniens de gérer le détroit d'Ormuz et d'assurer la liberté de navigation pour nous. Aucun coût pour le contribuable. »

C'est ce qu'il devrait faire. Mais j'ai bien peur qu'il ne le fasse pas. J'ai peur que les Lindsey Graham de ce monde, les Mark Levin de ce monde, et des personnages très louches comme Miriam Ellison et d'autres ne viennent chuchoter — et continuer à chuchoter — et menacer l'administration, le menacer, franchement. Certains des rapports qui sortent de Washington sont inquiétants. En gros, ils disent : « Oui, tu n'as pas obtenu cela parce que tu n'en as pas fait assez. Il faut simplement redoubler d'efforts, et les choses vont changer. » Je pense que Trump a deux vecteurs d'action

militaire qu'il apprécie beaucoup. Il croit, à mon avis, qu'une situation de type Vietnam — avec des centaines de milliers de soldats et une invasion de Téhéran — ne fonctionnerait pas. Mais il croit que la puissance militaire américaine, la technologie, la force conventionnelle, devraient fonctionner.

Regardez ce magnifique porte-avions. D'ailleurs, le porte-avions Ford est pratiquement hors service et doit maintenant être mis à l'arrêt, je crois, pendant 12 mois — c'est ce que Bloomberg rapportait. Quoi qu'il en soit, c'est soit une campagne précoce ou aérienne avec des bombes et des munitions massives, soit des forces spéciales, qu'il affectionne aussi particulièrement. Donc il ne lui reste que les forces spéciales, et je parie qu'il va aussi essayer cela — il va tenter de prendre une île. Peut-être que c'est un faux drapeau pour essayer de retrouver où se trouvent les 450 kilogrammes d'uranium enrichi à 60 %. Dans tous les cas, je pense que ce sera une catastrophe. Beaucoup d'Américains vont mourir.

Ils seront des cibles faciles. Cela fera sombrer sa présidence, et au final nous reviendrons à la situation actuelle — celle où l'Iran a gagné sur le plan stratégique et est devenu une puissance régionale. Ensuite, il devra affronter ses propres questions internes : savoir s'il peut se libéraliser, ce qu'il veut faire de son peuple, car c'est une société très divisée. Mais sur le plan stratégique, je pense que la pression américaine en faveur de cette guerre — à laquelle les Iraniens, très à contrecœur, un peu comme Poutine, ont fini par se rallier — a en réalité modifié la situation et les circonstances à leur avantage. Et je ne vois pas ce que l'Amérique peut en tirer de positif.

Il semble que la Maison-Blanche — l'administration Trump — soit sourde au ton. Elle continue d'insister sur les mêmes lignes rouges : pas d'enrichissement, pas de capacité de missiles. Rien de tout cela ne fonctionnera. L'Iran est désormais celui qui dit : « Nous ne laisserons pas cette guerre se terminer par un cessez-le-feu à moins d'obtenir une paix totale et complète — où nous saurons que vous ne reviendrez pas nous attaquer dans deux ou trois mois pour "tondre la pelouse" à nouveau. » Ce n'est plus le jeu d'Israël. Qui peut jouer à ce jeu ? L'Iran a inventé les échecs — ils savent y jouer depuis le tout début. C'est ainsi qu'ils voient le monde. Et je pense que nous allons vers plus d'intensité et davantage d'escalade à l'avenir.

#Pascal

Votre mot à l'oreille de Trump — espérons qu'il fasse le coup d'échecs en 4D. J'en doute aussi, mais l'espoir meurt en dernier. Lasha Kasparadze, Artem Moeni, merci beaucoup pour votre temps aujourd'hui.

#Arta Moeini

Merci, Pascal. Merci, Lasha. Merci, Pascal. Merci, Artem.